Cinquième Sommet de l'ASEM : 109 Membres du Parlement Européens demandent la libération immédiate et inconditionnelle de Thich Huyen Quang et de Thich Quang Do

Dans une lettre ouverte adressée à la Présidence de l'Union Européenne, 109 députés du Parlement Européen de tous bords ont demandé à ce que la question des droits de l'Homme, en particulier au Vietnam, pays hôte, soit *« au centre des discussions du Sommet de l'ASEM de Hanoi »* et que l'Union Européenne *« exige la libération immédiate et inconditionnelle du Patriarche de l'Eglise Bouddhique Unifiée du Vietnam [EBUV, Eglise historique, indépendante, interdite arbitrairement depuis 1981] Thich Huyen Quang, de Thich Quang Do et de six autres dignitaires de l'EBUV »*.

Dans leur Lettre Ouverte, les députés européens ont également exprimé leur profonde préoccupation concernant l'absence de démocratie et de liberté de presse lors du Forum des Peuples de l'ASEM, qui s'est tenu au début du mois de septembre 2004 à Hanoi, condamnant *« l'absence organisée de la société civile vietnamienne à ce Forum des Peuples de l'ASEM (6-9 septembre 2004) et l'interdiction pour la presse tant nationale qu'internationale d'y assister »*.

« C'est dans un véritable mouvement d'indignation face à la situation exécrable des droits de l'Homme au Vietnam, qui accueille l'ASEM, que tout un pan du Parlement Européen a lancé son appel » a considéré Vo Van Ai, Président du Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme. Parmi les 109 signataires figurent d'éminentes personnalités du nouveau Parlement Européen élargi aux 25 membres de l'Union Européenne : un Vice-Président du PE, M. **Edward McMillan-Scott** ; le Président du Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-chrétiens) et des Démocrates européens (PPE, groupe majoritaire du PE), M. **Hans-Gert Poettering** ; le Président du Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, M. **Graham Watson** ; les Co-Présidents du Groupe des Verts/Alliance libre européenne, Mme **Monica Frassoni** et M. **Daniel Cohn-Bendit** ; des Vice-Présidents du Groupe Socialiste (PSE), M. **Harlem Désir**, Mme **Magda Kosane Kovacs**, Mme **Pasqualina Napoletano** et M. **Jan Wiersma** ; le Président de la Commission des Affaires étrangères du PE, M. **Elmar Brok** ; la Présidente et deux Vice-Présidents de la Sous-Commission des droits de l'Homme du PE, Mme **Hélène Flautre** et MM. **Charles Tannock** et **Johan Van Hecke** ; le Vice-Président de la Commission du développement du PE, M. **Max van den Berg** ; l'ancienne commissaire européenne **Emma Bonino** et **Marco Pannella**, tous deux leaders du Parti Radical Transnational. L'on trouve également l'ancien Président lithuanien **Vytautas Landsbergis**, l'ancien Ministre des affaires étrangères polonais et historien **Bronislaw Geremek**, et l'ancien

ministre français **Alain Lamassoure**.

Notant que le Sommet de l'ASEM de Hanoi s'ouvrait le jour du premier anniversaire de *« l'une des plus brutale campagne de répression par les autorités vietnamiennes contre l'EBUV »*, les députés européens déplorent qu'en dépit de leur appel, notamment dans sa Résolution sur le liberté religieuse au Vietnam du 20 novembre 2003, *« le Vietnam n'a pris aucune mesure pour libérer ces bonzes »* qui *« ont tous deux passé chacun plus de 23 ans de détention pour leur engagement non-violent en faveur de la liberté religieuse, de la démocratie et des droits de l'Homme »*.

Thich Huyen Quang et Thich Quang Do sont actuellement détenus sans procès sous l'accusation de *« possession de secrets d'Etat »*, mais les parlementaires européens craignent *« que leur véritable « crime » n'ait été que leur attachement indéfectible à la liberté religieuse et aux droits de l'Homme »*.

Se fondant sur les traités qu'a ratifiés le Vietnam (Pacte international relatifs aux droits civils et politiques, Accord de coopération économique UE-Vietnam de 1995) et sur la nécessité des droits de l'Homme et de l'Etat de droit pour un développement durable, qui est à la base du processus de l'ASEM, les parlementaires européens ont enfin souligné la double obligation du Vietnam, en tant que pays hôte du Sommet, de respecter et garantir réellement les droits fondamentaux.

Cette lettre a été envoyé à Jean-Claude Juncker, Premier Ministre luxembourgeois, qui présidera le Conseil Européen à l'ASEM, à Jan Peter Balkenende, Premier Ministre néerlandais, à Bernard Bot, Ministre des Affaires des Pays-Bas, pays assurant la Présidence de l'Union Européenne, au Président de la Commission européenne et à plusieurs autres chefs d'Etats et de gouvernement de l'Union européenne.

Texte intégral de la Lettre Ouverte et la liste des signataires